

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3382 - MERCREDI 5 DÉCEMBRE 2018

CRISE FINANCIÈRE

Les réserves de change du Congo à la BEAC s'effritent

Selon un récent rapport du Fonds monétaire international rendu public le 3 décembre, à Brazzaville, au cours d'un colloque, il a été relevé que le niveau des réserves de change du Congo à la Banque des Etats de l'Afrique centrale s'épuise progressivement. Devant cette difficulté financière, créée par

la chute drastique des prix du baril de pétrole, le gouvernement congolais fonde son espoir actuellement sur la hausse du niveau des exportations impliquant de ce fait une augmentation probable de la production locale, l'amélioration des recettes de l'Etat ainsi que de la qualité des dépenses en devises.

Page 3



SECTEUR NATIONAL HORS PÉTROLE

Un léger mieux espéré en 2019

Les activités du secteur hors pétrole connaîtront un léger mieux l'année prochaine par rapport en 2018, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI). Cette légère reprise concernera les do-

maines des transports, de l'agriculture et des travaux publics qui ont été touchés de plein fouet par la crise économique et financière due à l'abaissement des cours du baril de pétrole sur le marché mondial.

D'après le représentant du FMI au Congo, Alun Thomas, les perspectives sont plutôt contrastées pour les métaux et les produits de base exportés par les pays de la région d'Afrique subsaharienne. Page 3

AFRIQUE CENTRALE

Les ministres de la sécurité réunis à Brazzaville



Le Forum des ministres en charge des questions de sécurité des pays de la sous-région va se tenir demain, dans la capitale congolaise. Ces assises sont précédées par une session du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC) qui s'est ouverte hier à Brazzaville. Les ministres vont débattre, entre autres, de la présentation et de l'adoption des déci-

sions et recommandations de la 19^e réunion ordinaire du CCPAC ; de l'état de ratification de l'Accord de coopération en matière de police criminelle entre les pays de l'Afrique centrale ainsi que de l'élaboration des projets de textes pouvant conférer au CCPAC sa qualité d'institution spécialisée de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale. Page 2

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Les acteurs de la justice édifiés sur le droit international humanitaire

Le ministère de la Justice, en appui du Comité international de de la Croix-rouge, organise à Brazzaville une formation des magistrats et autres cadres dudit ministère sur l'appropriation du droit international humanitaire, une discipline en constante évolution. Visant à approfondir leurs connaissances des conventions internationales, cette session offre aux participants des outils nécessaires pour répondre à la problématique portant sur l'atteinte à l'intégrité physique des personnes en temps de conflit

et de migration sous toutes leurs formes.

« Qu'il s'agisse des atteintes à l'intégrité physique des personnes, de l'accueil de la population en guerre, des migrations volontaires ou non, de la protection des droits des réfugiés et des apatrides, les principes du droit humanitaire constituent l'un des socles déterminants du droit international », a rappelé le directeur de cabinet du ministre de la Justice, Casimir Ndomba, à l'ouverture des travaux.

Page 6

MUSIQUE

« Grand Kallé est le père de la rumba moderne », selon Eddy Fleury Ngombé Page 11

Éditorial Survie

Page 2

Editorial

Survie

Peu importe, en vérité, que Donald Trump refuse toujours de laisser son pays contribuer de façon concrète à la lutte contre le dérèglement climatique qui se trouve au cœur de la Conférence qui se tient depuis le début de la semaine à Katowice, en Pologne. Tôt ou tard et qu'ils le veuillent ou non, les Etats-Unis seront forcés de se réengager dans l'application concrète des accords signés à Paris lors de la COP 21.

Les incendies qui ont dévasté dans les derniers mois une partie de la Californie du nord sont là, en effet, pour prouver de façon accablante au locataire de la Maison-Blanche l'urgence de l'action planétaire qui seule permettra de sauver l'espèce humaine du désastre écologique qui la menace et qui se confirme de jour en jour. Ils lui adressent en quelque sorte un avertissement aussi clair que violent sur les conséquences que le dérèglement climatique généré par la surindustrialisation de l'hémisphère nord engendrera dans son pays si rien n'est fait pour le contenir.

Ce que nous devons comprendre, nous les peuples du grand Sud qui détenons les immenses espaces où se régénère pour une large part l'air permettant à l'homme de respirer, donc de vivre, c'est que le moment est manifestement venu de prendre la tête du mouvement planétaire qui, seul, mettra notre espèce à l'abri des drames en série qui se préparent. Si, effectivement, les deux tiers de la population mondiale vivant dans ces régions font entendre avec force leur voix, leurs attentes, les pays et les gouvernants qui sont responsables de cette terrible dérive seront forcés de réduire les gaz à effet de serre qui polluent l'atmosphère, de protéger la nature qu'ils s'emploient à détruire, de se tourner vers les énergies renouvelables, de stopper la fonte des glaces qui fait bondir les océans et autres actions vitales dont dépend pour une large part notre avenir.

Pour dire les choses de façon encore plus claire, les nations du Sud doivent prendre comme exemple le Fonds bleu pour le Bassin du Congo qui, même s'il n'est pas encore opérationnel, dessine nettement la voie sur laquelle tous les continents doivent s'engager sans plus tarder. Alors, en effet, elles enverront un signal fort aux Grands de ce monde qui s'emploient à détruire notre environnement, un signal que personne, pas même Donald Trump, ne pourra plus ignorer.

Les Dépêches de Brazzaville

AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville accueille le 19^e forum des ministres en charge des questions de sécurité

En prélude à la rencontre qui sera précédée par la 19^e session du comité des chefs de police de la sous-région, le directeur général de la police congolaise, le général Jean François Ndengué, a présidé, le 4 décembre, la cérémonie d'ouverture des réunions techniques.

Les assises sont organisées du 4 au 7 décembre à Brazzaville par le gouvernement congolais, en partenariat avec la Commission de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et le secrétariat général de l'Organisation internationale de police criminelle (OIPC-Interpol). En effet, au programme de l'agenda du 19^e forum des ministres en charge des questions de sécurité, figurent, entre autres, la présentation et l'adoption des décisions et recommandations de la 19^e réunion ordinaire du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale (CCPAC); l'état de ratification de l'Accord de coopération en matière de police criminelle entre les pays de l'Afrique centrale ainsi que l'élaboration des projets de textes pouvant conférer au CCPAC sa qualité d'institution spécialisée de la Cémac.

Ainsi, avant d'arriver à ce rendez-vous de haut niveau, les experts venus de différents pays membres plangent sur les thématiques relevant des domaines spécifiques ayant trait à la police judiciaire, la police de l'air et des frontières; la coopération policière ainsi que tout trafic de drogues et des stupéfiants. Il s'agit notamment de la seizième réunion de la commission technique des directeurs de la police judiciaire; la treizième réunion des chefs des bureaux centraux nationaux; la onzième réunion de la commission technique des directeurs de la police de l'air et des frontières et la sixième réunion de la commission technique des directeurs en charge de la lutte contre les drogues en

Afrique centrale.

Le secrétaire permanent du CCPAC, chef de Bureau régional Interpol, le colonel de police Michel Koua, a rappelé que ces réunions techniques visent quelques objectifs. Il s'agit de « faire l'état des lieux de la mise en œuvre des recommandations formulées lors des précédentes assises et validées par les chefs de police et les ministres en charge des questions de sécurité en Afrique centrale; présenter la situation actuelle de la criminalité transfrontalière sous ses diverses formes dans chaque pays; partager les bonnes pratiques, les expertises acquises sur le terrain en 2018; formuler les recommandations pour améliorer la coopération policière sous-régionale ».

Quant au patron de la police congolaise, le général Jean François Ndengué, il a déclaré que les assises de Brazzaville avaient pour but d'identifier les formes nouvelles et complexes de criminalité en Afrique centrale, en vue d'élaborer des stratégies toujours novatrices et adaptées pour les prévenir, les réprimer et les éradiquer. Ceci malgré un calme relatif observé. Selon lui, l'occasion sera désormais offerte aux chefs des bureaux centraux nationaux, bénéficiaires des outils performants d'Interpol, d'exposer sur la coopération entre eux à travers quelques opérations nationales et transnationales. S'agissant des spécialistes de la lutte contre les drogues, ils échangeront sur tous les trafics illicites de drogues et de médicaments.

Réaliser des opérations conjointes de police contre la criminalité transfrontière

Le directeur général de la police congolaise a, par ailleurs, invité les experts à donner le meilleur d'eux-mêmes afin que leurs travaux débouchent sur des décisions et recommandations importantes, en

vue de renforcer les capacités opérationnelles des services de police et de toutes les autres entités chargées de l'application de la loi. « Souvent, la haute qualification de nos experts enrichit les débats de suggestions inédites, toutes choses qui participent à la recherche de l'excellence dans la coordination de la lutte contre la criminalité sous-régionale. Vous avez la responsabilité de soumettre aux chefs de police des propositions concrètes de nature à susciter l'adhésion des partenaires au développement qui concourent à la modernisation de la coopération policière dans notre sous-région », a conclu Jean François Ndengué, exhortant les participants à s'atteler à la réalisation et la supervision des opérations conjointes de police contre la criminalité transfrontière pour rendre plus sûr la zone d'Afrique centrale.

Trois nouvelles formes de criminalité enregistrées au Congo en 2018

Interrogé sur les nouvelles formes de criminalité, le directeur de la police judiciaire, le colonel Jean Roger Kouni-Okogna, a cité le phénomène de trafic d'enfants en Afrique centrale où l'on signale environ quatre cas; l'interpellation de deux sujets nigériens trafiquant la drogue conditionnée, les tubes de colle; le cas de braquages avec mort d'hommes à Odziba. « Au regard de l'environnement, de la distance et des moyens utilisés, le crime qui s'est passé à Odziba s'apparente aux comportements des coupeurs de routes, ce que nous n'avons jamais connu », a-t-il mentionné, appelant toute la société à participer à l'effort de la lutte contre la criminalité menée par les services de police.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CRISE FINANCIÈRE

Les entreprises invitées à contribuer au rapatriement des avoirs extérieurs

Le niveau des réserves de change de la République du Congo à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) s'épuise, selon un récent rapport du Fonds monétaire international (FMI). Les avoirs extérieurs net ont chuté à moins de cinq cents milliards en 2018, contre près de trois mille milliards avant la crise.

Le rapport sur les perspectives économiques du Congo et le reste du continent a été présenté, le 3 décembre à Brazzaville, lors d'un colloque qui a réuni les décideurs politiques, le secteur privé, la BEAC, les principaux partenaires du pays dont la Banque mondiale, la Chine et l'Union européenne. La baisse brutale des prix du baril du pétrole ayant débuté en 2014 a sensiblement affecté le secteur financier du Congo et de ses réserves de change. Cette fièvre a poussé les grandes sociétés et les multinationales instal-



La présentation du rapport sur les perspectives économiques

lées dans le pays à transférer d'importantes sommes d'argent parfois à l'insu de la BEAC, provoquant ainsi le phénomène de « fuite de capitaux ». L'économiste du FMI, Honoré Nsongui-Donadio, insiste sur le recours des avoirs extérieurs par le gouvernement pour apurer certaines dettes.

Malgré un certain nombre de mesures initiées depuis 2016 par la Banque centrale,

la situation demeure fragile comme en témoigne son directeur national, Michel Dzombala. Ce dernier cite les réformes visant à dynamiser l'information interbancaire et optimiser la gestion des liquidités ; améliorer le suivi des transferts sortants et des extérieurs ; réduire la perception des risques de crédit par l'amélioration de la qualité de l'information financière.

« L'objectif de la Banque centrale est de garantir la stabilité monétaire. Cette stabilité est définie par un taux d'inflation réel inférieur ou égal à 3%, selon les normes Cémac et un taux de couverture monétaire inférieur ou égal à 20%. Si le taux d'inflation semble être maîtrisé, le taux de couverture extérieure reste fragile », a indiqué Michel Dzombala, estimant qu'à ce stade la

politique monétaire ne peut tout régler.

À l'instar de l'économiste Honoré Nsongui-Donadio, le directeur national de la BEAC espère une bonne politique budgétaire de la part du gouvernement pour faciliter la reconstitution du niveau des réserves de change. S'ajoute la participation des banques commerciales et des opérateurs économiques à l'effort de reconstitution des devises.

Sur ce dernier point, le gouvernement mise sur la hausse du niveau de l'exportation qui implique pour autant une augmentation de la production locale, l'amélioration des recettes de l'Etat et de la qualité des dépenses en devises. C'est aussi l'avis du directeur général des Impôts et des domaines, Antoine Ngakosso, qui plaide pour l'ouverture d'un dialogue public-privé autour notamment de l'impact de la suppression des exonérations fiscales.

Fiacre Kombo

ECONOMIE NATIONALE

Une légère reprise du secteur hors pétrole en 2019

Affectés depuis la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial, les secteurs des transports, de l'agriculture, des bâtiments et travaux publics... vont se relancer graduellement à partir de l'année prochaine.

Les prévisions du Fonds monétaire international (FMI) indiquent que contrairement à l'année 2018 où la croissance du produit intérieur brut non-pétrolier était à -5%, de 2019 à 2022, la situation devrait s'améliorer jusqu'à atteindre 5%.

Toujours selon les perspectives de cette institution de Bretton Woods, les résultats macroéconomiques en Afrique subsaharienne continuent de s'améliorer grâce aux ajustements opérés au niveau national et à un contexte extérieur favorable, marqué, entre autres, par le maintien d'une croissance régulière de l'économie mondiale, l'augmentation des prix des produits de base et des conditions financières extérieures accommodantes.

Malgré une volatilité accrue sur les marchés des produits de base, a expliqué le représentant résident du FMI au Congo, Alun Thomas, les prix de l'énergie devraient être plus élevés que prévu en avril dernier. Les pers-

pectives sont plutôt contrastées pour les métaux et les produits de base exportés par la région. Rappelons que dans son dernier rapport sur les perspectives économiques et financières, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) indiquait que la contribution du secteur hors pétrole à la croissance des Etats de la sous-région est estimée cette année à 1,5% du produit intérieur brut contre 1% pour le secteur pétrolier.

Pour la période 2019-2021, les experts de la BEAC souhaitent, quant à eux, une accélération de la croissance de 3,5% à 4,1%, grâce aux activités du secteur hors-pétrole. Nonobstant la légère hausse du prix du baril de pétrole qui se situe aux environs de soixante-dix-huit dollars américains, l'économie pétrolière stagne en moyenne au Gabon, au Cameroun, en Guinée équatoriale, au Congo et au Tchad.

En dépit de ces perspectives, les vulnérabilités liées à la dette persistent. La dynamique de la dette pour les pays subsahariens en surendettement s'explique, d'après le rapport du FMI, par des déficits primaires élevés qui se sont creusés du fait de l'effondrement des prix des produits de base.

Lopelle Mboussa Gassia

HANDICAP CÉRÉBRAL

Yolande Keza, lauréate du téléthon

La récipiendaire a été récompensée le 3 décembre, à Brazzaville, lors de la cérémonie de célébration de la Journée internationale des personnes handicapées, sur le thème « Autonomiser les personnes handicapées et assurer la participation et l'égalité ».

Le prix Leendert Struijs offert à Yolande Keza fait suite à ses bonnes actions entreprises en faveur de son petit-fils, Rodvin Malonga, 15 ans, abandonné par ses parents biologiques à l'âge de 2 ans, à cause d'une infirmité motrice cérébrale.

La lauréate a reçu un diplôme pour ses efforts en faveur de la protection et de la promotion des droits des enfants infirmes moteurs cérébraux, des chaussures orthopédiques et une enveloppe. Le financement lui permettra de renforcer son petit commerce, de prendre un branchement d'adduction d'eau et d'acheter un fauteuil roulant à cet enfant. Après la remise de cette distinction, Yolande Keza a expliqué qu'elle ne s'attendait pas à cette récompense. « Elle vient de la part de Dieu car, je n'ai fait que manifester cet amour enseigné à la Fraternité Sainte-Louise de Marillac où nous gardons aussi les enfants négligés. Ce genre d'enfant ne vient pas par notre volonté mais Dieu seul sait pourquoi. Donc, les parents ne doivent

pas abandonner ces créatures », a-t-elle déclaré.

Les autres enfants vivant avec handicap ont reçu gratuitement des chaussures orthopédiques. Le don a été offert par la Fondation sur pied d'égalité (Supe), en présence de la ministre des Affaires sociales, Antoinette Dinga Dzondo.

Le représentant du président de la Supe, Valk Toon, a fait l'historique de cette fondation. Soulignant le nombre élevé des enfants infirmes moteurs cérébraux, il a expliqué que la Supe a voulu introduire les méthodes de transmission, de connaissance, de communication, de jeux, aux parents et enseignants de ces enfants pour leur prise en charge totale.

Le secrétaire exécutif de Handicap Afrique, André Kabi, a signifié, quant à lui, que le prix a été lancé en juillet dernier et sa remise marque le lancement du deuxième téléthon. Il permet de susciter l'engouement des parents à aimer leurs enfants malgré le handicap.

Il a, par ailleurs, loué le ministère des Affaires sociales de la connaissance des recommandations prises par plusieurs pays aux Etats-Unis pour les enfants vivant avec handicap. Ces recommandations portent notamment sur l'éducation, l'adoption des infrastructures publiques pour cette catégorie de personnes, les campagnes de sensibilisation, la mise en œuvre d'un plan national et bien d'autres.

Notons que l'attaché de Coopération santé-secteurs sociaux de l'Union européenne, Amparo Moreno Sebastia, a rappelé que le projet dénommé Pour la promotion et la protection des droits des enfants infirmes moteurs cérébraux au Congo est cofinancé par l'Union européenne. Il est mis en œuvre par l'association Handicap Afrique, en collaboration avec le Reiper. La Journée internationale des personnes handicapées vise à promouvoir les droits et le bien-être de ces personnes dans toutes les sphères de la société, du développement et d'accroître la sensibilisation à leur situation particulière dans les aspects de la vie politique, sociale, économique et culturelle.

Lydie Gisèle Oko

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

- OFFSET
- NUMÉRIQUE
- SÉRIGRAPHIE
- PELLICULAGE
- DOS CARRÉ COLLÉ
- CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...



Chemises à rabat



Magazines



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

ÉTUDES ET FORMATION

L'Afrique, un marché prometteur pour les grandes écoles françaises

La vague d'expansion des grands établissements de l'Hexagone sur le continent noir, après l'Asie, pourrait être une alternative pour les étudiants africains peu fortunés pour poursuivre leurs études en France.

C'est le cas de HEC, Essec, Centrale présents désormais au Maroc, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Selon le cabinet Paxter, le nombre d'étudiants en Afrique devrait passer de huit à trente millions d'ici à 2030. Or, de nombreux pays africains souffrent d'un déficit de formations supérieures. Les écoles publiques ou privées

françaises ont saisi cette opportunité pour essaimer des campus ou des bureaux de représentation en Afrique.

Le Maroc est devenu la première destination, avec une dizaine de grandes écoles françaises (Centrale, l'École des mines, Essec, Insa, Université Paris-Dauphine...). Ce pays joue habilement la carte du trait d'union entre l'Europe et l'Afrique, attirant de nombreux étudiants subsahariens dans ses universités et ces écoles, en espérant se positionner comme un hub pour la formation universitaire en Afrique. Le diplôme français reste un parchemin

envié et monnayable pour ces derniers. Par exemple, un tiers des étudiants de l'école Centrale de Casablanca vient d'Afrique subsaharienne.

La formation des futurs cadres africains fait partie de la stratégie marocaine d'influence en Afrique. L'Agence marocaine de coopération internationale vient d'annoncer une augmentation du nombre de bourses accordées aux étudiants subsahariens. Le Sénégal et la Côte d'Ivoire attirent également les établissements français et bon nombre d'étudiants en provenance des pays d'Afrique de l'ouest. C'est le

cas de HEC, qui vient d'ouvrir un bureau à Abidjan. Cette école forme en Afrique du Sud, au Kenya à Madagascar et au Maroc.

Un diplôme d'une grande école française est toujours un must sur un CV. Sciences-Po va inaugurer son premier bureau de représentation à Nairobi, au Kenya. L'ESIEE, école d'ingénieurs française, possède deux campus en Afrique du Sud, au Cap et à Pretoria. Les partenariats entre établissements du nord et du sud de la Méditerranée se multiplient. Une école de cybersécurité à vocation régionale a été inaugurée le

6 novembre 2018 à Dakar, pour accompagner la montée en puissance de l'internet africain. L'établissement permettra de lutter contre le piratage informatique.

Par le biais du programme européen erasmus + l'Afrique attire les étudiants français et européens, qui font leurs stages internationaux sur le continent «où convergent tous enjeux contemporains». Les universités américaines ou chinoises renforcent, elles aussi, leur présence pour former la nouvelle jeunesse africaine et repérer les meilleurs talents.

Noël Ndong

SOUDAN DU SUD

L'ONU réclame justice après des violences sexuelles en masse

Au cours de la semaine dernière, les équipes de Médecins sans frontières (MSF) ont offert une assistance médicale et psychosociale d'urgence à plus de cent cinquante femmes et jeunes filles violées, battues et brutalisées par des hommes armés, dont plusieurs en uniforme dans le nord du pays.

Le 3 décembre dans la soirée, les services des Nations unies ont indiqué: « Nous appelons les autorités compétentes à dénoncer publiquement ces attaques et à s'assurer que leurs auteurs soient traduits en justice. Toutes les parties au conflit doivent s'acquitter de leurs obligations humanitaires internationales et cesser les attaques contre les civils. Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, condamne fermement les attaques sexuelles brutales ».

« En dépit des engagements des dirigeants de ce pays à cesser les hostilités et à relancer le plan de paix, la situation sécuritaire pour les civils reste catastrophique, notamment pour les femmes et les enfants », ont-ils regretté.

Evoquant le recours aux violences sexuelles comme « tactique de guerre » récurrente dans le pays, Antonio Guterres souligne que de tels « comportements prédateurs contre les plus vulnérables sont inacceptables ».

Le secrétaire général a exhorté les dirigeants de toutes les parties au conflit à s'opposer à l'impunité pour ces crimes via des enquêtes et des poursuites

judiciaires pour leurs auteurs. L'ONU a annoncé qu'elle avait augmenté le nombre de patrouilles. Le Programme alimentaire mondiale a dit qu'il allait tenter de rapprocher les distributions de nourriture des communautés. Dans le même temps, les condamnations continuent, aux Nations unies notamment. Jean-Pierre Lacroix, secrétaire général adjoint, a dénoncé des «attaques atroces». Même ton pour Mark Lowcock, en charge des affaires humanitaires, qui a signé un communiqué commun avec Henrietta Fore et Natalia Kanem, directrices exécutives de l'Unicef et du Fnuap.

Tous réclament des gestes des autorités pour punir les coupables. Mais beaucoup craignent que ces crimes restent une fois de plus impunis. Pour sa part, le gouvernement accuse MSF d'avoir produit un faux rapport pour obtenir des fonds.

Ces femmes avaient été violées ou brutalisées en dix jours alors qu'elles cherchaient à s'approvisionner en nourriture fournie par des organisations humanitaires internationales

autour de la ville de Bentiu, dans le nord du pays. Certaines des victimes sont âgées de moins de 10 ans, d'autres étaient enceintes ou avaient plus de 65 ans, avait précisé MSF.

En plus d'avoir été sauvagement violées, les survivantes ont été fouettées, battues ou frappées à l'aide de bâtons ou de crosses de fusils. On leur a dérobé de l'argent, des vêtements, des chaussures et tout autre objet de valeur qu'elles auraient pu posséder et dont elles auraient pu avoir besoin pour soutenir leur famille. Même leurs cartes de rationnement pour recevoir de la nourriture ont été prises et détruites par les agresseurs. Le Soudan du Sud a sombré dans la guerre civile en décembre 2013 à Juba, lorsque le président Salva Kiir, un Dinka, a accusé Riek Machar, son ancien vice-président, de l'ethnie Nuer, de fomenter un coup d'Etat.

Le conflit, marqué par des atrocités à caractère ethnique et le recours au viol comme arme de guerre, a fait plus de trois cent quatre-vingt mille morts selon une étude récente, et poussé plus de quatre millions de Sud-Soudanais, soit près d'un tiers de la population, à s'enfuir.

Yvette Reine Nzaba

NATIONS UNIES

La Côte d'Ivoire prend les rênes du Conseil de sécurité

Le pays assure la présidence de l'institution du 1er au 31 décembre et entend partager son expérience en matière d'opération de maintien de la paix, de reconstruction post-crise, de paix et de stabilité.

« Notre pays assurera la présidence de cette illustre institution durant la période du 1er au 31 décembre 2018 », annonce le communiqué final du Conseil de ministres tenu en novembre dernier. « Conformément aux priorités du mandat ivoirien, cette présidence sera axée sur le partage d'expériences en matière d'opérations de maintien de la paix de l'ONU ainsi que sur la problématique de stabilité et du développement économique », ajoute le texte. D'entrée de jeu, un débat de haut niveau présidentiel est prévu le 5 décembre aux Nations unies sur le thème « La reconstruction économique post-conflit, pilier de la consolidation et de la pérennisation de la paix, et facteur de stabilité et de sécurité », en présence du secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et du président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat. Ce débat sera l'occasion pour les participants de démontrer qu'une bonne sortie de crise passe par la redynamisation de l'économie.

Le débat du conseil sera suivi par un débat ouvert qui cou-

vrira les Etats non membres du conseil, sur la coopération entre l'ONU et les groupes régionaux et sous-régionaux afin d'empêcher et de régler les conflits.

En outre, le Conseil de sécurité organisera des points de presse ou consultations sur la Guinée-Bissau, le Soudan du Sud, la région du Sahel et la République centrafricaine. On trouve également dans l'agenda du conseil le Moyen-Orient et la Syrie en particulier.

Elue à la 72^e Assemblée générale de l'ONU, la Côte d'Ivoire occupe la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU ce mois de décembre. En lice avec la Guinée équatoriale, elle a obtenu 189 voix sur 192 votants, soit 98,43% des suffrages. Elle fait donc partie des quinze membres non permanents et des cinq permanents du Conseil de sécurité. Ils auront pour mission essentielle d'œuvrer au maintien de la paix et de la sécurité internationale.

Notons que la Côte d'Ivoire occupe ce poste depuis le 1er janvier 2018 pour un mandat de deux ans. Ce sera donc la troisième fois que le pays siégera dans cette instance après les périodes 1964-1965 et 1990-1991. Abidjan avait, par ailleurs, présidé la 49^e Assemblée générale de l'ONU en 1994.

Josiane Mambou Loukoula

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La Banque mondiale investit deux cents milliards de dollars

L'institution financière internationale a annoncé, le 3 décembre, à l'occasion du sommet mondial pour le climat (COP24) à Katowice, en Pologne, deux cents milliards de dollars d'investissements sur cinq ans pour intensifier la lutte contre le changement climatique.

Le Groupe de la Banque mondiale (BM) a annoncé de nouveaux objectifs en matière de climat pour l'horizon 2021-2025, induisant un doublement de ses investissements actuels pour atteindre deux cents milliards de dollars. L'objectif étant d'aider les pays à prendre des mesures ambitieuses en matière de lutte contre le changement climatique.

« Les changements climatiques constituent une menace existentielle pour les plus pauvres et les plus vulnérables du monde. Ces nouveaux objectifs montrent à quel point nous prenons au sérieux cette question, investissons et mobilisons deux cents milliards de dollars sur cinq ans pour lutter contre le changement climatique », a déclaré Jim Yong Kim, président du Groupe de la BM.

Ce montant est composé d'environ cent milliards de dollars de financements directs de la BM (BIRD/IDA) et d'environ cent milliards de dollars de financements directs combinés de la Société financière internatio-

nale et de l'Agence multilatérale de garantie des investissements, et des capitaux privés mobilisés par le Groupe de la BM.

Selon la directrice générale de la BM, Kristalina Georgieva, « la moitié sera consacrée à la construction de logements, d'écoles et d'infrastructures mieux adaptées, et à investir dans une agriculture intelligente face au climat, une gestion durable de l'eau et des filets de protection sociale réactifs ».

Par ailleurs, les actions consisteront notamment à appuyer des prévisions de meilleure qualité, des systèmes d'alerte précoce et des services d'information climatologique afin de mieux préparer deux cent cinquante millions de personnes dans trente pays en développement aux risques climatiques.

En outre, les investissements prévus permettront de mettre en place des systèmes de protection sociale plus sensibles au climat dans quarante pays et de financer des investissements dans l'agriculture intelligente face au climat dans vingt pays.

Enfin, en vue de garantir que l'adaptation est entreprise de manière systématique, la BM prévoit de mettre au point un nouveau système de notation permettant de suivre et d'inciter au progrès mondial.

Josiane Mambou Loukoula

DROITS HUMAINS

Les acteurs du monde de la justice renforcent leurs capacités

Avec l'appui du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), les magistrats et cadres du ministère de la Justice ont entamé, le 4 décembre à Brazzaville, un séminaire de formation en Droit international humanitaire (DIH), sous l'égide du directeur de cabinet du ministre de tutelle, Casimir Ndomba.

Organisé par le ministère de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, le séminaire va durer trois jours. Il vise, de manière plus générale, à permettre à tous les participants d'approfondir les connaissances du DIH qui demeure une discipline en constante évolution et d'en comprendre les valeurs universelles. Cela suppose que cette session apportera aux participants des réponses pratiques et techniques aux diverses questions que se posent les uns et les autres sur les problématiques relatives à l'interprétation et l'application des conventions internationales.

« A l'évidence, qu'il s'agisse des atteintes à l'intégrité physique des personnes, de l'accueil de la population en guerre, des migrations volontaires ou non, de la protection des droits des réfugiés et des apatrides, les principes du droit humanitaire constituent l'un des socles déterminants du droit international », a précisé le directeur de cabinet du ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Casimir Ndomba.

Selon le chef de mission du CICR en République du Congo, Gad Niyomugabo, en devenant partie aux Conventions de Genève de 1949 et leurs protocoles additionnels de 1977, ainsi qu'en ratifiant plusieurs traités de DIH, la République du Congo s'est engagée à faire connaître, à respecter et à faire respecter le DIH, qui est un ensemble de valeurs universelles qui confèrent des obligations aux Etats mais également des droits aux personnes les plus vulnérables pendant les conflits armés. « Pour ce faire, il est impératif que ces mesures soient prises en temps de paix », a-t-il rappelé.

Actif au Congo depuis les années 1970, le CICR y a établi une présence permanente depuis 1993. Un accord de siège avec le gouvernement congolais, conclu en 1995, lui confère un statut diplomatique pour faciliter l'accomplissement de sa mission dans le pays dans les domaines divers tels que la protection, l'assistance, la prévention et la coopération avec les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (...). L'assistance à la population la plus vulnérable est inscrite au cœur des priorités du CICR. C'est ainsi que l'institution entend, courant ce mois de décembre, assister trois mille ménages déplacés, retournés, hôtes et résidents vulnérables, enregistrés dans vingt-cinq villages des districts de Kindamba et Vindza, dans le département du Pool.

Guillaume Ondzé

INVESTISSEMENT DANS LES INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE

Le sujet débattu par des experts du domaine à Nairobi

Le rapport intitulé « Attirer les investisseurs institutionnels dans les infrastructures en Afrique » a été examiné, le 3 novembre, dans la capitale kényane, par les experts œuvrant dans le secteur des infrastructures, des finances, de la bourse, des investissements et du domaine juridique, avec pour but de mettre sur pied une nouvelle stratégie de financement du développement du continent.

Le projet de rapport s'appuie sur les recommandations d'une étude entreprise par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), ordonnée par des chefs d'Etat africains, dans laquelle la mobilisation des ressources nationales est présentée comme une option plus viable pour financer le développement des infrastructures sur le continent.

Soulignant le rôle que pourra jouer ce document dans le cadrage des pro-

jets liés au développement du continent, le directeur de la division de l'intégration régionale et du commerce de la CEA, Stephen Karingi, a reconnu que les infrastructures transfrontalières renforcées sont essentielles pour que le continent jouisse des fruits de la Zone de libre échange continentale africaine.

« Nous devons donc prendre en compte toutes les perceptions et les réalités susceptibles de dissuader les investisseurs potentiels de nos projets d'infrastructures transfrontalières », a-t-il ajouté.

En effet, selon le responsable du groupe infrastructures et intégration régionale de la CEA, Adeyinka Adeyemi, l'objectif du rapport est de présenter, d'un point de vue quantitatif, les informations sur le montant des ressources à mobiliser ainsi que de garantir des instruments à la disposition de la communauté des investisseurs institutionnels africains. Ceci, afin d'encourager de nouveaux investissements. Environ cent trente milliards de dollars par an pour les infrastructures en Afrique

Pour les experts, le déficit en infrastructures de l'Afrique est estimé à plus de cent trente milliards de dollars par an. Et, c'est pour quoi, le rapport de la CEA insiste sur la nécessité d'exploiter le capital des fonds de pension et des fonds souverains en Afrique afin d'accélérer le développement des infrastructures du continent. « L'agenda des 5% est un accord entre des détenteurs d'actifs africains, des investisseurs institutionnels et des chefs d'Etat, qui précise qu'au cours des cinq prochaines années, les pays s'engageront à faire de leur mieux pour investir jusqu'à 5% de leurs actifs comme nouveau capital pour les infrastructures

», ont-ils indiqué, tout en insistant sur le fait que l'Afrique doit pour eux, passer de l'ancien modèle où le continent était davantage perçu comme une opportunité de développement que comme un environnement commercial prospère propice à l'investissement, à la croissance économique et à la création d'emplois. « Au total, les investisseurs des fonds de pension et des fonds souverains africains détiennent des actifs combinés supérieurs à cinq cents milliards de dollars américains, un montant qui continuera à croître à un rythme d'environ 1,2% à 1,5% », ont conclu les experts de la CEA et du Nepad.

Rock Ngassakys

CENTRAFRIQUE

Un don européen pour la reconstruction de l'Etat

Trente-huit millions d'euros seront décaissés sur quatre ans par l'Union européenne (UE) au profit du pays, dominé par des groupes armés et qui s'est récemment tourné vers la Russie pour être aidé à reformer son armée.

L'appui du Fonds européen pour le développement vise à reconstruire les forces de sécurité intérieures, la justice et l'état civil, et fera l'objet d'un premier versement de deux millions d'euros en février prochain, selon un conseiller de l'UE à Bangui.

Dix millions d'euros seront alloués aux forces de sécurité intérieures, avec, par exemple, l'ouverture de casernes. L'UE prévoit aussi des formateurs pour la police et la gendarmerie. Pour rappel, elle est engagée, depuis 2015, dans le programme EUTM RCA de formation de l'armée centrafricaine.

Début 2018, la Russie a envoyé cinq officiers des forces armées et cent soixante-dix instructeurs civils (des mercenaires selon certains experts), tout en livrant des armes à l'armée nationale après avoir obtenu une exemption face à l'embargo de l'ONU. En novembre, la France, l'ex-puissance coloniale, a aussi annoncé une aide

de vingt-quatre millions d'euros et une livraison d'armes, assurant le faire « dans le cadre strict des Nations unies ». Le nouveau don de l'UE a été annoncé, le 30 novembre, sans détails d'échéances par Stefano Manservigi, le directeur général de la coopération et du développement à la Commission européenne, après une visite de trois jours en Centrafrique, avant d'évaluer le fonds fiduciaire européen « Békou » (« espoir » en sangö, langue locale), qui arrive à son terme en juillet mais qui devrait être reconduit pour dix-huit mois supplémentaires si le parlement européen l'autorise.

Etabli en juillet 2014, le fonds était de deux cent trente-neuf millions d'euros et une trentaine de millions d'euros restent à investir. En Centrafrique, « les besoins ne sont pas uniquement sécuritaires, il y a un déséquilibre structurel et un problème de capacité de l'Etat », a déclaré Stefano Manservigi, ajoutant que l'UE « passe d'une aide d'urgence à une aide structurante ».

La quasi-totalité de la Centrafrique, un pays de 4,5 millions d'habitants, est sous la coupe de groupes armés qui vivent de trafic de l'or, de diamant et de bétail.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

FINANCEMENT DES PROJETS

La téléphonie mobile peut accélérer la bancarisation de la population

À l'occasion de la quatrième édition des rencontres entrepreneuriales, le Réseau international des Congolais de l'extérieur (Rice) a mis l'accent sur les aspects du financement de projets en appui de l'outil mobile dans la bancarisation.

« Pour sortir l'Afrique de la pauvreté, il faut augmenter le taux de bancarisation ; les technologies mobiles peuvent permettre à la population défavorisée d'accéder aux financements de leurs activités », a constaté Ambroise Fouti Loembe, président du Rice lors de la quatrième édition des rencontres entrepreneuriales qui s'est tenue à Paris, en fin novembre.

Parmi les problématiques abordées, l'argent mobile connu sous le terme de « mobile banking » ouvre de vastes perspectives. L'usage du téléphone portable gagne du terrain chez les Congolais et peut constituer un espoir sans précédent à faire valoir auprès des exclus bancaires. « Il nous faudrait profiter de cette opportunité pour que, via le téléphone portable, le taux de bancarisation augmente », a estimé le responsable du réseau. Au cours de ce colloque ont été



De gauche à droite Lez Obambi, Anna Events, Ambroise Fouti Loembe, Madvy Kiemba et Christian Kader Keita lors de la 4e édition des rencontres entrepreneuriales du Rice, à Paris / Crédit photo Fredy Mizelet

abordées également les difficultés face aux coûts de l'énergie et l'utilisation à bon escient de transferts d'argent de la diaspora. Entre autres solutions évoquées, les participants ont retenu l'énergie solaire comme une solution propice pour disposer de l'énergie à moindre coût. Quant aux transferts, les conférenciers ont cherché comment transposer cette masse d'argent destinée à la subsistance en un levier de développement.

À la fin de la rencontre, le Rice a récompensé trois lauréats pour rendre attractive la destination entrepreneuriale « Congo » : Madvy Kiemba, designer et créateur de la marque Etienne Eusty, Prix Rice de l'encouragement ; Lez Obambi, président de Wortis, Prix Rice de l'innovation, et à Anna Events pour Son of Sne-

kers, le Prix de la croissance.

Les trois Congolais mis en lumière ont exprimé leur bonheur d'être reconnus par la représentation de la diaspora. Pour Madvy Kiemba, « si toutes les conditions sont réunies, nous pourrions nous installer au Congo, créer des emplois et valoriser le savoir-faire congolais ».

Lez Obambi a, pour sa part, exprimé sa fierté devant ce premier prix venant des « siens ». « Wortis, qui a déjà des bureaux au Congo, au Gabon, en RDC, au Togo, au Bénin, veut s'implanter fortement sur le marché africain », a-t-il assuré.

Enfin, Anna Events a insisté qu'« Il est toujours flatteur et agréable de sentir la reconnaissance de ses pairs ».

Marie Alfred Ngoma avec Vanessa Nguema

ADIAC

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



BURKINA FASO

La révision des prix du carburant se fera désormais tous les trois mois

L'information a été donnée récemment par Remis Dandjinou, ministre en charge de la Communication, au lendemain d'une manifestation qui a rassemblé des milliers de personnes à Ouagadougou, contre la hausse de 75 F CFA sur le litre du gasoil et de l'essence Super dans le pays.

« Il faut savoir que désormais, nous aurons un nouveau mécanisme de fixation des prix qui se fera tous les trois mois. Cette fixation des prix fera un peu la moyenne de l'évolution du baril sur le marché international pour ne pas avoir une indexation à la pompe qui soit trop fluctuante et qui permet à l'Etat de continuer à garantir un minimum de subvention et de ne faire marquer la hausse ou la baisse que lorsqu'il y a un certain nombre de seuil atteint », a indiqué Remis Dandjinou, lors d'une déclaration faite à une dizaine de correspondants de médias internationaux

dans son bureau.

« Il s'agit de 75 F CFA, lorsqu'on regarde sur la moyenne des trois mois, si la hausse dépasse de 75 FCFA, il y aura un élément d'ajustement qui va se faire à la baisse comme à la hausse », a-t-il ajouté, précisant que « lorsque durant un mois donné, nous avons une hausse qui dépasse 50 F CFA sur le mois, immédiatement, il y aura une indexation sur le prix ». « Ce mécanisme doit nous permettre d'avoir aujourd'hui, une plus grande protection des ménages face aux fluctuations mais également une meilleure célérité de l'Etat face à un certain nombre de charge. C'est un élément qui doit garantir aux ménages burkinabè de mieux subir les chocs liés aux prix des hydrocarbures », a-t-il insisté. A l'appel de la Confédération générale des travailleurs du Burkina Faso et de la Coalition

nationale de lutte contre la vie chère, la corruption, la fraude, l'impunité et pour les libertés plusieurs milliers de travailleurs burkinabè sont descendus dans la rue de Ouagadougou et dans certaines villes moyennes du pays, la semaine dernière, pour témoigner leur mécontentement aux autorités suite à la hausse du prix du carburant.

« Ce que nous ne voulons pas, c'est de donner l'impression que c'est une situation catastrophique. Non. Personne n'accepte de bon cœur d'augmenter ou de payer quelque chose plus chère. Il y a une réalité et nous devons tenir compte de la vérité des prix », a souligné Remis Dandjinou rappelant que « malgré cette augmentation, la subvention de l'Etat reste supérieure à 50 F CFA que ça soit sur le prix du gasoil ou celui du super ».

Xinhua

VIH-SIDA

Le Niger a réduit de 70% le nombre de nouvelles infections

De six mille cas en 2012, le pays est passé à mille sept cent quatre-vingt-un en 2016, a déclaré, le 1er décembre, le ministre nigérien de la Santé, Idi Illiassou Mainassara, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la maladie.

Pendant la même période, le Niger a également réduit le taux de transmission final du VIH de la mère à l'enfant de 22,54% à 17,44%, ce qui a permis de stabiliser la propagation de la pandémie autour de 0,4% avec environ quarante-trois mille personnes vivant avec le VIH-sida, a précisé le ministre, qui a, en outre, annoncé une réduction conséquente du nombre de décès dus au sida dans le pays de quatre mille à trois mille quatre cents décès en cinq ans, soit une baisse de 15%.

Le pays compte aujourd'hui soixante-treize centres de prise en charge de malades du sida.

ARRÊT SUR IMAGE



Les cadres du ministère de la Culture et des arts, du Musée Mâ Loango, du Musée galerie du Bassin du Congo ainsi que du Musée Kiebe kiebe sont en formation des formateurs en gestion muséale par l'Ecole du patrimoine africain, du 4 au 14 décembre 2018, au centre de formation km4 Total à Pointe-Noire. Une initiative de Total E& P Congo, en collaboration avec les ministères des Hydrocarbures et de la Culture.

TRIBUNE LIBRE

Littérature : coup de cœur !

Comme de nombreux lecteurs, la rentrée littéraire suscite, chaque année, frénésie et vive curiosité dans mon esprit. Cet enthousiasme est généralement douché et déçu par la qualité de l'offre, comparée au volume de la production. Hélas, la vie de trop de livres acquis ne traverse pas la saison et ces derniers ne trouvent pas de places respectables dans ma modeste bibliothèque domestique. Cependant, cette année, j'ai eu une succulente surprise qui est venue d'un auteur congolais dont les férus de lettre connaissent presque toute la bibliothèque : Henri Lopes.

Après avoir été informé de la parution de son dernier ouvrage par une chaîne de télévision française, je l'ai commandé nonchalamment, comme par solidarité patriotique, en me navrant déjà de souffrir d'y retrouver son perpétuel et lancinant thème du métissage. Erreur. Bien sûr, dans « Il est déjà demain », cette idée obsessionnelle demeure prégnante à longueur de pages mais cette fois, pour exorciser cette hantise par une thérapie simple et efficace : parler et s'ouvrir franchement aux autres. En effet, dans ce livre, notre vénérable auteur fait étalage de l'histoire de sa famille et de ses origines sans fard ni gants, bravant même la pudeur bantoue. Ce qui me fait regarder, à présent, avec d'autres lunettes et codes certains passages de ses écrits. Cette démarche cathartique rend transparente et plus intelligible son œuvre. Oui, je suis tombé follement amoureux du livre que cet écrivain met à notre disposition maintenant qu'il est confronté « aux assauts de l'âge ». J'y reviendrai.

Sincèrement, je ne pourrais prétendre égrener ici toutes les qualités que je lui trouve. Aussi, je me bornerai à en relever quelques-unes, persuadé que chaque lecteur en dénicherait d'autres, avec grand plaisir. Le mérite essentiel de ce livre réside dans la volonté et le courage de transmettre à ceux qui l'auront parcouru, notamment aux Congolais plus jeunes, une mine d'informations sur une époque majeure de l'histoire de notre pays.

A travers sa pérégrination étudiante et surtout politico-administrative, l'auteur fait défiler les événements importants de notre jeune nation et les principaux protagonistes tels qu'il les a vécus et connus, en gardant toutefois l'élégance de ne point offenser ou profaner l'honneur ou la mémoire des uns et des autres. Son témoignage offre un éclairage saisissant de la politique au Congo des vingt premières années de notre indépendance, à l'opposé, par exemple, du tintamarre brouillon, et souvent boueux de la Conférence nationale souveraine. Dans un pays où de grands acteurs de différents pans de la vie nationale quittent la scène en rejoignant le paradis ou l'enfer avec leurs secrets, M. Henri Lopes, même s'il n'a évidemment pas daigné écrire tout ce qu'il sait, nous a transmis un savoir utile. A nous d'en faire bon usage. Amadou Hampâté BA avait opportunément dit, « En Afrique lorsqu'un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle ». Je me permets d'ajouter, en exagérant à peine, que la plupart de nos anciens, notamment ceux qui peuvent écrire et surtout publier et qui volontairement et égoïstement ne le font pas, sont des pyromanes car, ils sont les incendiaires des bibliothèques qu'ils représentent.

Ce livre dégage également l'avantage d'avoir été écrit dans l'humilité car, l'auteur, dans son récit, ne s'attribue pas de qualités jupitériennes, s'amusant même de ses faiblesses et ne se vantant pas de ses qualités, pourtant immenses. Ce manque de forfanterie et cette modestie lui font même dire, j'en suis convaincu à tort, que son souvenir périra vite, tant son nom n'est accolé à aucune loi mémorable. Non, ce livre et d'autres, s'il en est besoin, se chargeront de le faire connaître aux futures générations et perpétueront son prestigieux nom.

Sa modestie ressort nettement dans sa reconnaissance des erreurs qu'il a commises dans la gestion des affaires publiques et plus largement celles qui ont émaillé l'action des décideurs de sa génération, propulsés prématurément à d'énormes responsabilités et mal préparés à remplir les devoirs des charges visiblement trop importantes. Et que dire de l'idéologie marxiste importée par ces jeunes cadres ?

Cette responsabilité collective que beaucoup rechignent à endosser, se défilant toujours, avait été portée courageusement et fort à propos, en 1992, par Denis Sassou N'Guesso, dans son historique « J'assume ». Je ne peux me permettre de ne point relever que le lecteur rencontre dans ce bouquin une écriture exquise et délicate.

J'incline à penser, après avoir été marqué, à titre illustratif, par « Tribaliques » dans mon adolescence à l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc, ébloui par « Le lys et le flamboyant » et émerveillé par « Une enfant de Poto - Poto » (j'en suis un), que tel le vin, le charme de l'écriture d'Henri Lopes se bonifie avec le temps et l'âge. Enfin, la fin de ce livre relate des faits comme sa retraite diplomatique, le départ vers l'Eternel de Nirva, sa tendre et fidèle épouse et heureusement son retour au bonheur grâce à Christine, son nouvel amour et bien sûr à l'écriture quotidienne. Ces pages m'ont véritablement attendri. En effet, l'auteur qui a dépassé « L'après - midi » de sa vie, demeure intellectuellement actif et entouré d'une femme, des enfants et petits - enfants qui l'aiment. En fin de compte, il écrit là quasiment un traité sur la manière de vieillir paisiblement, tel Cicéron dans « Savoir vieillir ».

Loin de moi, le désir de lui souhaiter la fin de vie du philosophe et orateur Romains, mais uniquement mon vœu ardent de le voir couler des jours heureux et savourer « la richesse des gisements du pays de la solitude ». Il nous rappelle si justement que le bonheur est dans la sérénité et l'élévation de l'âme qui tempèrent ou annihilent les difficultés physiques, inhérentes au grand âge. Cet art de vieillir permet « de se moquer des outrages de temps ». Succombant à la tentation brûlante de reprendre la jolie formule allégorique éprise par l'écrivain, j'affirme « qu'en visant nos têtes, il a atteint nos cœurs ». Toutes mes admirations, maître.

Colonel Rémy Ayayos Ikounga

INTERVIEW

Eddy Fleury Ngombé : « Grand Kallé, c'est le père de la rumba moderne, son histoire est liée aux deux Congo »

La Fondation Grand-Kalle produit un album de vingt titres afin de rendre hommage à cet illustre musicien. L'orchestre choisi pour rendre cet hommage est Les Bantous de la capitale de la République du Congo. Pour en savoir plus sur cet album qui sera distribué par Amarylis communication et Bassoka production, Les Dépêches de Brazzaville se sont rapprochées du producteur exécutif de ce projet, Eddy Fleury Ngombé.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.): Pourquoi ce projet et que vise-t-il ?

Eddy Fleury Ngombé (E.F.N.): Ce projet

est une contribution à la culture de deux pays qui partagent la même histoire musicale. C'est un hommage sincère et mérité à Grand Kalle par Les Bantous de la capitale. Bref, cette œuvre participe à un devoir de mémoire.

L.D.B. : Le nom de Grand Kalle est-t-il indissociable de la rumba ?

E.F.N. : Il y a quelques jours, le reggae a été reconnu comme patrimoine immatériel. Légitimement, la rumba congolaise le mérite également. Ceci étant, nous ne pouvons pas parler de notre musique sans parler de Grand Kalle qui est le père de cette rumba, chanteur exceptionnel. De même qu'il est impossible de parler de la rumba sans évoquer Les Bantous de la capitale. L'album qui paraît le 21 décembre célèbre magnifiquement la culture et notre histoire.

L.D.B. : Pourquoi avoir choisi Grand Kalle alors que bien avant lui, il y a eu des artistes talentueux ; et pourquoi Les Bantous de la capitale pour accompagner ce projet ?

E.F.N. : Grand Kalle, c'est le père de la rumba moderne, son histoire est liée au Congo. Grand Kalle, c'est l'amour des deux Congo (Ebale ya Congo); Grand Kalle, c'est l'indépendance de la République démocratique du Congo; Grand Kalle, c'est le mentor, ... Il aurait eu 88 ans le 16 décembre 2018. Aussi, cette même année correspond aux 85 ans du patriarche de l'un des fondateurs des Bantous de la capitale, à savoir Edo Ganga qui était proche de Grand Kalle.

Quant au choix du groupe, je pose



Grand Kallé

simplement la question quel est le plus grand et ancien groupe du Congo- Brazzaville ? N'est-ce pas Les Bantous de la capitale ? Il était apparu évident pour la productrice de cet album de donner cette lourde mais aussi exaltante mission aux Bantous de la capitale pour réaliser ce projet et au nom de tous les musiciens, au nom de toute l'équipe, nous lui disons notre gratitude. Occasion aussi pour les mélomanes de redécouvrir les Bantous de la capitale. Nous avons nous-mêmes la chance inouïe de profiter des avis et conseils du patriarche Edo Ganga pour réaliser ce magnifique travail. Quel plaisir !

L.D.B. : Où en êtes-vous avec le projet et à quand la sortie de cet album ?

E.F.N. : L'album comprend vingt titres, il va s'en suivre un deuxième volume dans les prochains mois. Il sortira simultanément dans les deux capitales les plus proches du monde et à Paris.

L.D.B. : Avez-vous élaboré des stratégies pour sa promotion ?

E.F.N. : Les noms de Grand Kalle et Bantous nous ouvrent naturellement les portes des grands médias internationaux. Je vois simplement que ma modeste expérience dans le domaine culturel et le réseau de notre distributeur aideront à satisfaire les puristes et les curieux. Je conclus en remerciant la promotrice de ce projet. Non seulement qu'elle a eu cette géniale idée mais elle a également mis les musiciens et la production dans les bonnes conditions de travail. C'est notre patrimoine culturel qui se voit ainsi garni.

Bruno Okokana

FESTIVAL BILILI BD

Six pays et vingt auteurs invités à l'événement

Les organisateurs du festival international de la bande dessinée (BD) du Congo ont animé, le 4 décembre à l'Institut français du Congo (IFC), une conférence de presse, annonçant l'ouverture et la programmation détaillée de la rencontre ainsi que la présentation des invités.



Les organisateurs et quelques auteurs invités / Adiac

La troisième édition qui se tient du 4 au 8 décembre à Brazzaville est organisée par Bilili DB et l'IFC sur le thème « Métissages graphiques ». Au total, six pays et vingt auteurs prennent part à cette activité parmi lesquels, la France, la République démocratique du Congo (RDC), le Cameroun, le Nigeria. Ayodele Elegba, Michel Jacquet, Leah Toutou, Tristan Thil, Catherine Coquery Vidrovitch et Vincent Bailly sont les auteurs qui ont travaillé sur la BD Congo 1905, le Rapport Brazza.

La co-organisatrice du festival Bilili, Elyon's, a fait savoir que « le festival Bilili BD essaie de mettre en lumière les auteurs locaux et internationaux, de créer des liens entre eux, de créer du réseautage. Tout le monde n'a pas de formation pour être auteur de bande dessinée mais tout le monde a forcément un talent à développer. L'intérêt du bilili BD c'est de ramener les ressources qui peuvent être ou semblent inaccessibles pour booster la qualité des productions des auteurs sur le territoire ».

Au programme, plusieurs activités sont prévues tout au long de ce festival. Il y aura des jeux vidéo; des rencontres littéraires; des conférences-débats; des rencontres auteurs et dédicaces d'ouvrages

ainsi qu'un concert karaoké dessiné ; des projections cinématographiques ; coaching projets BD ; présentation de la Cité internationale de la BD d'Angoulême suivie des finales concours et remises de prix aux trois catégories enfants, ado- adultes (en BD, en cosplay et jeux vidéo).

Des expositions sont proposées au public à l'IFC et au Mémorial Pierre-Savorgnan-de Brazza, pour la présentation de l'adaptation en BD de Congo 1905, le Rapport Brazza.

Des stands avec différents noms des auteurs sont érigés dans le hall de l'IFC parmi lesquels Ayodele Elegba(Nigeria), Badik'Art (Congo Brazzaville), Barly Baruti(Congo Kinshasa), Claye Edou (Cameroun), Collectif Bulles africaines(RDC), Desy Park(Congo Brazzaville), Elyon's(Cameroun), Fnac (Congo Brazzaville), Gbich (Côte d'Ivoire), Kevin Boman(congo Brazzaville), Jarjille Editions(France), Mboa festival (Cameroun), P4m Ch4n(France), Raphaël Mac (congo Brazzaville), equipe » congo 1906, rapport Brazza » (France), Yannos (congo Brazzaville).

Rappelons que tous les ateliers master class sont gratuits.

Rosalie Bindika

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

PROGRAMME DE LA SEMAINE
DU 03 AU 09 DECEMBRE**Mardi 4 décembre :**

10h00 : Festival Bilili BD [du 4 au 8 décembre]

18h30 : Ciné-club : Orpheline d'Arnaud des Pallières

Mercredi 5 décembre :

19h00 : Mercredi à la cafet' : Karaoké Bilili BD

Jeudi 6 décembre :

16h30 : Emission télé : Ça c'est Brazza

Vendredi 7 décembre :

19h00 : Radio cabaret : 100% Setho Thossaire

Samedi 8 décembre :

10h00 : Samedi des petits lecteurs

14h00 : L'heure du conte

16h00 : Rencontre de scrabble

16h00 : Clôture du festival Bilili BD

Dimanche 9 décembre :

17h30 : Les bantous de la capitale à la Cafet'

Pour plus d'infos, veuillez consulter notre agenda du mois

NÉCROLOGIE

Les enfants Taty et Mme Kouendolo Blanche ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père et mari André Taty, ancien agent de Tractafrique, survenu le 3 décembre 2018 au CHU de Brazzaville.

La veillée se tient au n° 17 rue de la rue Diatoulou-Prospère, Sangolo OMS, Poto-Poto Djoué.

Réf : arrêt de bus Maisson-Blanche.



Le ministre des Postes, des télécommunications et de l'économie numérique, M. Léon-Juste Ibombo, a le profond regret d'annoncer à ses parents, amis et connaissances, le décès brutal de sa tante Mme Ossebi Aimée Madeleine alias « Mère Dé », ex-agent de la Compagnie minière de l'Ogooué (Comilog) à la retraite, survenu le 30 novembre 2018 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au 107, rue Bacongo à Poto-Poto, vers l'ex-grande école. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

« Dieu a donné, Dieu a repris ».



ELECTIONS DU 23 DÉCEMBRE

Le compte à rebours

Alors que les jours s'égrènent, les doutes persistent sur la capacité de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) à déployer à temps les kits électoraux dans tous les coins et recoins du pays.

Pendant que le processus est en train de négocier son dernier virage avec la campagne électorale qui est censée déboucher sur l'effectivité du vote le 23 décembre, des doutes continuent d'entourer cette échéance dont le respect demeure toujours, pour certains, aléatoire. Nonobstant les assurances maintes fois exprimées par le président de la Céni, Corneille Naanga, de conduire les Congolais aux élections à cette date, plusieurs paramètres incitent à relativiser son optimisme. En effet, entre le discours triomphaliste du patron de la Centrale électorale et la réalité sur le terrain, il existe un fossé autour duquel se cristallisent incertitudes et interrogations.

A moins de vingt jours des élections, le constat est que la Céni n'est pas encore au point en termes de déploiement du matériel électoral. Les machines à voter avec leurs accessoires (batteries internes et externes), les kits VSAT, les racks, les générateurs, les kits bureautiques, les panneaux solaires, etc., sont acheminés avec peine vers les sites électoraux. A l'heure du décompte, Corneille Naanga et les siens s'attellent paradoxalement à l'acheminement de ces kits électoraux dans l'arrière-pays sans garantie de leur arrivée dans les délais, à cause notamment de l'inaccessibilité de certains coins. Alors que ça urge, la totalité de la logistique électorale n'est toujours pas disponible.

En effet, 105 257 machines à voter tardent encore à arriver en République démocratique du Congo et Dieu seul sait quand elles atteindront leur destination finale après leur réception par la Céni. Le défi logistique est tel

que la Céni a encore du chemin à parcourir, elle qui devrait se passer, sur décision gouvernementale, de l'appui de la Monusco au nom de la souveraineté. Dans des coins non couverts par le réseau mobile, la Céni étudierait encore la possibilité de contourner la difficulté que pourrait poser la transmission des données, alors qu'elle avait eu tout le temps pour le faire. A quelques jours des scrutins, cette situation inquiète autant que la formation des agents électoraux qui tire en longueur, ou mieux, du personnel technique d'appoint censés se déployer à temps dans tous les bureaux de vote.

Déployer à ce jour ces agents électoraux sur les 75 563 bureaux de vote, 21 699 centres de vote, 179 centres locaux de compilation des résultats et autres sites électoraux réquisitionnés relève d'une gageure pour la Céni. Lorsqu'on ajoute l'insécurité qui bat son plein dans la partie est du pays, la controverse sur

la légalité de la machine à voter et le fichier électoral corrompu pour lesquels aucun consensus n'a été trouvé, sans oublier le financement au compte-gouttes des élections, la coupe est bien pleine. A noter sur ce dernier point que sur les 432 millions de dollars prévus et nécessaires à la Céni pour l'organisation des trois scrutins combinés (présidentielle, législatives nationale et provinciale), le solde du budget électoral qui était jusque là chiffré à environ cent dix millions de dollars américains a été réduit à soixante-douze millions de dollars, grâce au dernier décaissement opéré par le gouvernement en faveur de la Céni à hauteur de cinquante millions de dollars, apprend-on. Avec plus de trois cents millions de dollars dans son escarcelle destinés à l'organisation des élections, la Céni croit être en mesure de surmonter la contrainte financière, quitte au gouvernement de faire diligence pour suppléer, avant le 23 décembre, le montant restant.

Eu égard au travail titanesque de la Céni, une certaine opinion n'hésite pas à proposer des scrutins à organiser uniquement dans des zones accessibles sur la base d'un échantillonnage représentatif, avec un taux de participation significatif de l'électorat et dont les résultats finaux devraient être étendus à l'ensemble du pays. Un raccourci certes mais porteur des germes de contestation électorale, parce que susceptible de sacrifier le droit de vote de nombreux Congolais. Face aux incertitudes qui planent encore sur la tenue des élections le 23 décembre, certaines voix s'élèvent déjà pour appeler à de nouvelles concertations entre les parties prenantes au processus électoral de sorte à éloigner, via un échange citoyen, le spectre d'une contestation postélectorale qui résulterait des élections mal organisées.

Alain Diasso

CAMPUS NUMÉRIQUE FRANCOPHONE

Quarante chercheurs apprennent à monter des projets

Les Prs Zebaze Togouet Serge-Hubert et Boyomo Onana ont assuré la formation à des scientifiques issus de dix institutions supérieures, dont deux de la province du Kongo central, sous la houlette de la Direction régionale Afrique centrale et des Grands lacs (Dracgl) de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), du 28 au 29 novembre à la délégation Wallonie-Bruxelles.

Inscrite dans le plan d'action du projet régional Afrique centrale de l'AUF, la formation au montage de projet a répondu surtout à un besoin primordial. Pour le Campus numérique francophone (CNF) de l'AUF à Kinshasa, il avait pour but « d'aider ses établissements membres à mieux répondre aux appels d'offres internationaux et, en particulier, à ceux lancés par l'AUF même ». Ainsi, comme l'a dit d'entrée de jeu Élodie Bamowongo aux participants, le séminaire était organisé exprès en prélude au lancement des appels d'offres annuels de l'institution à destination de leurs institutions respectives. Ce, dans l'objectif ultime de leur « donner plus de chance » face à ces consultations régulières. La responsable du CNF leur en a expliqué tous les enjeux partant du double constat dégagé lors des dernières rencontres de la Commission régionale d'experts et du Conseil régional d'orientation stratégique. Elle a, à cet effet, mentionné « le faible taux de proposition de projet aux appels d'offres de l'AUF ». Et qui plus est, a-t-elle dit, « les projets soumis à ces appels sont d'une qualité approximative. Ceci notamment au niveau du respect des canevas et des directives ».

Experts de l'AUF, les Pr Zebaze Togouet Serge-Hubert et Boyomo Onana ont, en deux jours, outillé leurs pairs dans le but de pallier la faiblesse susmentionnée. « Cette formation permet aux collègues d'acquérir plus de compétences pour répondre efficacement aux appels d'offres avec des propositions de projet », a affirmé le premier. Et pour corroborer les propos d'Élodie Bamowongo, il a ajouté qu'au-delà de la faible quantité des projets, l'AUF souligne que « parmi les dossiers soumis très peu sont pertinents et compétitifs ». Aussi a-t-il

renchéri, « il est important de soumettre des projets compétitifs car, en Afrique centrale, nous avons très peu de moyens pour travailler mais énormément d'étudiants. Il faut que nous allions chercher le nécessaire qu'il faut pour les aider à réaliser leurs travaux de masters et de thèses ». En définitive, le Pr Zebaze Togouet a formulé ses attentes au Courrier de Kinshasa de la sorte : « Une quarantaine de collègues a participé à cette formation. Si la moitié réussit à rédiger un projet, cela fera vingt pour Kinshasa, ce serait formidable ! ».

Deux projets intéressants

Pour ce qui est des projets étudiés, l'expert camerounais révèle : « Aujourd'hui, les axes stratégiques de l'AUF sont la qualité et l'employabilité. Nous pensons à ces projets de recherche pour lesquels l'on impose à présent les partenaires économiques permettent aux économies d'entrer dans les universités et permet aussi aux étudiants d'avoir un pied sur le marché et d'être plus facilement sollicités pour un emploi au terme de leurs formations ».

Par ailleurs, il a reconnu avoir été enchanté par deux projets bien ficelés au terme des ateliers. « Des trois groupes de travaux, nous avons entendu deux projets particuliers qui, je le crois, sont peaufinés, et pourront avoir des financements. L'un est sur la problématique de la restitution des biens culturels au Congo. Il est formidable d'abord parce qu'il traite un sujet d'actualité mais encore, il va apporter une plus-value à l'économie culturelle. L'autre porte sur le numérique, un logiciel libre. Nous sommes des pays pauvres, nous achetons des ordinateurs et devons être "up-to-date", mais travaillons généralement avec des logiciels payants que nous n'avons pas les moyens d'acquérir.



Le Pr. Zebaze Togouet Serge-Hubert assurant la formation

Les logiciels libres vont nous permettre d'avoir les mêmes compétences que les autres gratuitement », a reconnu le Pr Zebaze Togouet.

Pour sa part, le Pr Boyomo Onana s'est dit peiné de constater « que l'on restitue des fonds au bureau central de l'AUF faute de bons projets ». Également chercheur à la faculté de sciences à l'Université Yaoundé I, à l'instar du chercheur précité, il a soutenu que le renforcement de capacités auquel il a contribué à Kinshasa est dans « une série de formations dont deux précédentes au Cameroun ». Et d'ajouter : « d'autres experts sont partis à Bukavu pour un séminaire les 3 et 4 décembre. Nous avons la mission de passer par tous les établissements du bureau de la Dracgl ».

Du côté des bénéficiaires de la formation Esther Landu Moyou, professeure, nous a confié : « Mon domaine de recherche, c'est l'histoire de l'Église. Nous avons beaucoup de projets et encadrons des étudiants dans la recherche et la réalisation de leurs travaux de fin de cycle. Grâce à la formation, je suis capable d'élaborer convenablement des projets alors qu'avant, je le faisais plutôt à ma façon ». Kandolo de l'ISC a déclaré : « Globalement, la formation a été très

satisfaisante eu égard déjà à la qualité des animateurs. L'objectif poursuivi a été atteint parce qu'à présent, nous sommes en mesure de formuler des projets bancables dont nous pourrions obtenir des financements. Seulement, le temps imparti était court, surtout pour les groupes d'ateliers. J'espère que prochainement, l'AUF en aménagera plus, va ajouter une séance d'atelier de plus ».

Notons que les établissements membres de l'AUF sont estimés à ce jour à huit dans la capitale. Sur la quarantaine des participants, l'Université de Kinshasa a fourni le lot le plus important, soit huit chercheurs. Les sept autres en ont fourni la moitié. Il s'agit respectivement de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication ainsi que des Instituts supérieurs de commerce et des techniques appliquées. Mais aussi les Universités catholique du Congo et Protestante au Congo; les Universités Libre de Kinshasa et Pédagogique nationale. Quant aux deux du Kongo central, l'Université Kongo et l'Université président Kasa-Vubu, leur quota de participation était plus inférieur à raison de deux par institution.

Nioni Masela

PROCESSUS ÉLECTORAL

Néhémie Mwilanya met en garde les perturbateurs

Au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 3 décembre à Kinshasa, sur l'évaluation du processus en cours, le coordonnateur du Front commun pour le Congo (FCC), entouré d'autres membres du comité stratégique de cette plate-forme électorale, n'est pas allé par le dos de la cuillère pour attirer l'attention de tous ceux qui veulent torpiller les élections du 23 décembre.

Devant la presse, le Pr Néhémie Mwilanya a exprimé l'indignation du FCC face aux agissements de certains acteurs politiques qui ont choisi de travailler contre le processus électoral avec, à la clé, une démarche visant à anéantir les efforts de toute une nation qui veut s'autodéterminer le 23 décembre.

Le candidat de la plate-forme Lamuka à la présidentielle, a dit le coordonnateur du FCC, fait l'apologie de la violence, rejetant la machine à voter et appelant ses militants à empêcher la tenue des élections. Pour le Pr Néhémie Mwilanya, cela est extrêmement grave. « C'est un déni de démocratie. En démocratie, on doit s'abstenir des appels à la violence... », a-t-il insisté, indiquant : « Le processus électoral est porté par le peuple qui ne veut que des élections et le chef



Le comité stratégique du FCC lors de la conférence de presse

de l'État, Joseph Kabila, l'autorité morale du FCC, tient à ce que ces élections soient un moment de fête de la démocratie et plus rien ne devra s'opposer au rendez-vous du 23 décembre...

Le dirigeant du FCC a renchéri que s'il y a de l'irresponsabilité dans les discours des hommes politiques, son camp est dans l'obligation de les freiner. « Politiquement, le FCC a pris une résolution grave de considérer

d'abord le Congo, ensuite le Congo et enfin le Congo. C'est plus que ce que nous sommes. C'est ce qui a été, ce qu'il y a et ce qu'il y aura. C'est l'héritage reçu, c'est l'héritage à léguer. Nous ne pouvons pas accepter des personnes qui ont reçu mission depuis Genève d'empêcher la tenue de l'élection... », a-t-il martelé.

Pour sa part, Henri Mova, un autre cadre du FCC, a soutenu

nu que le candidat de Lamuka serait en mission commandée visant à perturber le bon déroulement du processus électoral en cours. « ... si les commanditaires du plan plus global qui ont financé ces différentes rencontres ont trouvé un cheval de Troie qu'ils veulent insérer comme un virus dans le processus... Il faut leur dire que la mèche est trop grosse. Et nous allons donc empêcher que

les empêcheurs de la tenue des élections ne puissent sévir », a-t-il déclaré, assurant que tout le peuple est avisé et l'État veille au grain. Le FCC a laissé entendre que sa machine politique est suffisamment rodée pour comprendre que ces acteurs n'étaient pas tout simplement prêts à aller aux élections et veulent boycotter les élections sans en donner l'impression, faisant croire qu'ils sont déterminés à affronter les urnes.

Appel de Néhémie à la population congolaise

Tout en félicitant le peuple congolais qui a porté à bras le corps le processus électoral depuis l'enrôlement, le Pr Néhémie Mwilanya l'appelle à soutenir le candidat président FCC. « J'invite la population à accorder son suffrage à tous les candidats du FCC aux législatives nationales et provinciales, pour donner une majorité confortable à son candidat président une fois élu. Nous appelons notre population, nos électeurs qui sont dans les autres blocs géographiques, notamment le bloc Équateur, à adhérer massivement au programme de notre candidat n°13 à l'élection présidentielle, le camarade Emmanuel Ramazani Shadary », a-t-il lancé.

Blandine Lusimana

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FOOTBALL/CONGOLAIS DE L'ÉTRANGER

Première apparition de Kebano en Premier League



Neeskens Kebano

Le joueur congolais a attendu à la 14^e journée pour faire sa première apparition avec Fulham en Premier League anglaise. Et cela, il le doit à l'entraîneur italien Claudio Ranieri qui a remplacé le technicien serbe Slavisa Jokanovic, viré pour insuffisance de résultat. Actuellement, les Cottagers sont lanterne rouge du championnat et Ranieri a la mission de maintenir le club en D1 anglaise. Et visiblement, il compte sur Neeskens Kebano qui a fait partie de l'effectif de Ful-

ham qui a accédé en Premier League après une saison laborieuse en Championship (D2). Le milieu offensif congolais est entré à la 76^e mn du match perdu contre Chelsea (zéro but à deux) le 2 décembre. Il pourrait à nouveau jouer ce 5 décembre, en 15^e journée, contre Leicester City, club entraîné par Ranieri, il y a deux saisons, jusqu'au sacre du championnat d'Angleterre.

Notons que Kebano n'a pas été rappelé par Florent Ibenge pour le match de la cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2019 entre les Léopards de la RDC et les Diables rouges du Congo à Brazzaville (un but partout), probablement parce qu'il était en manque du temps de jeu. S'il emmagasine du temps de jeu, il sera certainement au match décisif de la dernière journée, en mars 2019 à Kinshasa, contre les Lones Stars du Liberia. La RDC est obligée de gagner pour composer son ticket pour la phase finale de la CAN.

M.E.

LINAFOOT/LIGUE 1

Maniema Union s'impose devant Rangers à Kinshasa

Le club de Kindu a battu, le 3 décembre, au stade Tata Raphaël de Kinshasa, la formation locale de l'AC Rangers par un but à zéro. C'était en match de la 15^e journée de la 24^e édition du championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot). Rossien Tuisila a inscrit l'unique but de la partie à la 85^e mn, clouant au pilori les Académiciens du président Lambert Osango.



Maniema Union de Kindu

Avec cette victoire, Maniema Union ajoute trois précieuses unités à son actif pour totaliser dix-sept points et occupe désormais la quatrième place au classement provisoire.

L'AC Rangers se maintient à la troisième position avec vingt et un points, derrière le Tout-Puissant Mazembe de Lubumbashi, premier avec trente-

sept points, devant le Daring Club Motema Pembe, vingt-trois points, qui dispute ce 5 décembre, à Bangui, son match retour des préliminaires de la 16^e édition de la Coupe de la confédération contre les Anges de Fatima de la République centrafricaine.

Martin Enyimo

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.

Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Kamerhe et Tshisekedi promettent de sécuriser l'est du pays

Arrivé le 4 décembre à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, le duo a tenu un meeting au cours duquel il s'est engagé, une fois au pouvoir, de faire du combat contre l'insécurité qui sévit dans cette partie du pays la première de ses priorités.

Félix-Antoine Tshisekedi (Fatshi) et Vital Kamerhe (VK) ont été accueillis par une foule immense qui les ont pris en charge de l'aéroport jusqu'au terrain Afya, lieu retenu pour le meeting. Les deux leaders, réunis dans un seul ticket soutenant la candidature du président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) à la présidentielle du 23 décembre, sont les premiers à fouler le sol du Kivu pendant cette période de campagne.

Sur place, le président de l'UDPS et candidat à la présidentielle du 23 décembre, Fatshi, et son coéquipier, le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), VK, ont présenté leur alliance ainsi que ses bénéfices pour le pays. Ils se sont encensés mutuellement pour faire valoir leurs qualités en vue d'obtenir l'adhésion de la population à leur programme et obtenir d'elle des voix pouvant leur permettre de mettre en œuvre ce programme. « Félix Tshisekedi est humble, visionnaire et calme. Avec lui, nous allons transformer ce pays ». C'est en ces termes que VK a présenté, en swahili, son poulain. Le président de l'UNC a assuré également que Fatshi, le candidat commun de l'UDPS et de l'UNC à l'élection présidentielle du 23 décembre, était un leader com-



Félix Tshisekedi et Vital Kamerhe devant la foule à Goma

blé d'amour et d'humilité et qui a une base bien implantée dans le pays. Parlant de son choix, il a également expliqué qu'il s'était désisté au profit du président de l'UDPS par le fait notamment qu'il fallait honorer la mémoire de feu Étienne Tshisekedi et son combat pour la démocratie.

Fatshi, à son tour, a présenté VK comme le meilleur président de l'Assemblée nationale que le pays ait connu jusque-là. « C'est l'alliance entre l'expérience et le combat, la détermination. Kamerhe a été le meilleur président de l'Assemblée nationale de l'histoire de notre pays. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les députés. Avec lui à la primature, nous allons avoir le meilleur Premier ministre de l'histoire de la RDC », a-t-il dit.

Une alliance méritante face à un complot

Cette rencontre avec la population de Goma a été aussi une occasion pour le duo Fatshi-VK de revenir sur les accords de Genève et de Nairobi ainsi que sur leurs conséquences.

Au sujet des discussions de Genève entre les sept leaders de l'opposition pour la désignation d'un candidat commun, VK a dénoncé « un complot » monté par Moïse Katumbi, Jean-Pierre Bemba, Martin Fayulu, Adolphe Muzito et Freddy Matungulu contre lui et Fatshi. À l'en croire, lors de ces discussions, « le dernier de la classe » a été choisi comme candidat de l'opposition. À Goma, Kinshasa et partout ailleurs, a-t-il dit, les gens s'attendaient à une candidature de Félix ou de Vital.

C'est impossible, a poursuivi VK, de prendre un dernier de la classe comme candidat dans une compétition interscolaire, assurant qu'il va échouer.

Le président de l'UNC et directeur de campagne de Fatshi a, ainsi, assuré les Gomatraciens quant à l'accord de Nairobi qui garantit à l'UNC quelques postes importants si Fatshi était élu président de la République. Pour lui, la gestion du ministère de la Justice et celui de la Défense notamment qui sera donnée à l'UNC lui permettra, entre autres, de mettre fin à l'activisme des groupes armés qui endeuillent chaque jour cette partie du pays et la nation tout entière, ainsi qu'aux tracasseries contre la population.

Présentant succinctement une partie du programme de leur coalition, VK a fait savoir que Fatshi,

assuré d'être président après le 23 décembre, va améliorer le salaire des policiers et des militaires et les étudiants n'achèteront plus de syllabus, les parents ne payeront plus le minerval.

Le « futur Premier ministre » promet également de s'installer dans l'est du pays en vue de combattre l'insécurité qui y règne. « Les gens meurent comme des animaux au Kivu, une fois élus, nous viendrons nous installer à Beni », a-t-il promis. « Chaque fois que je commence la campagne, je commence par ici. J'aime le Congo, j'aime Goma. Je connais les problèmes du Nord-Kivu, du Grand-Nord. Dans la communauté nande, les gens meurent comme des animaux. Les autorités à Kinshasa se taisent. Tous les jours, les gens meurent à Beni et à Butembo. La même chose à Masisi et à Rutshuru. C'est notre priorité. Nous devons terminer cela. Moi et Félix Tshisekedi, nous allons nous installer dans le Grand-Nord », a insisté, dans son message en swahili, le directeur de campagne de Fatshi, ancien président de l'Assemblée nationale congolaise et président de l'UNC, accusant ouvertement le pouvoir de « se taire face à cette tragédie ».

Après leur meeting à Goma, le duo devra parcourir Walikale, Bukavu, Uvira, Bunia à partir du 6 décembre. Leur arrivée dans la ville de Kisangani est prévue pour le 10 décembre. Les deux leaders de l'opposition, rappelle-t-on, sont revenus de Kenya depuis le 27 novembre, après avoir signé un accord pour former la coalition Cap pour le changement.

Lucien Dianzenza

FINALE DE LA 15^e COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Florent Ibenge a évoqué le « non-match » de son équipe à Casablanca

Le club marocain de Raja de Casablanca a remporté le sacre, le 2 décembre au stade des Martyrs de Kinshasa, aux dépens de l'AS V.Club de la République démocratique du Congo. Les deux entraîneurs, celui de V.Club et Juan Carlos Garrido de Raja, ont livré leurs impressions au terme de la rencontre.

Après la nette victoire de trois buts à zéro au stade Mohamed V de Casablanca, Raja a tenu bon à Kinshasa face à V.Club, ayant perdu par un but à trois, en finale retour de la Coupe de la Confédération édition 2018. Il n'y a donc pas eu « remontada » comme l'attendaient des milliers de supporters des Dauphins noirs de la capitale congolaise.

Les superstitieux juraient sur un score de quatre buts à zéro. Mais ils ont visiblement déchanté.

Les deux entraîneurs se sont exprimés à la fin de la partie. « Nous avons remporté le match mais le score n'est pas suffisant pour gagner la coupe, donc félicitations au Raja. Nous payons notre « non-match » à l'aller. La défaite (3-0) a été importante et le but marocain, celui que nous cherchions au match aller, a été déterminant. Nous avons abordé le match comme il le fallait, montrant un autre visage par rapport au match aller. Il y a des regrets, certes, mais c'est ça la vie du football », a confié Florent Ibenge.

Le technicien espagnol de Raja a, pour sa part, dit son respect pour V.Club. « Nous avons remporté ce trophée mais nous devons du respect à cette équipe de V.Club pour son parcours tout au long de cette compétition. C'est clair que nous sommes très contents pour ce sacre. La clé de cette finale, c'était bien évidemment le match aller à Casablanca. Nous avons fait un très bon match et V.Club a été certainement surpris par le match que nous avons réalisé. La différence des buts était importante qui nous permet aujourd'hui de remporter ce tournoi », a-t-il dit. Et il a reconnu : « V.Club a très bien joué. Elle a

mis la pression. Nous avons commencé en première période avec des contre-attaques claires pour marquer. Nous lui avons donné des options en première mi-temps parce que nous savions que nous allions souffrir en seconde mi-temps et qu'elle allait attaquer. Nous avons fait un travail défensif énorme pour gagner cette compétition. Personnellement, nous sommes très fiers d'avoir remporté ce titre ».

Notons que c'est la deuxième finale perdue par V.Club en compétition africaine en l'espace de quatre ans. En 2014, le team vert et noir laissait filer le trophée de la Ligue des Champions à l'Entente Sétif d'Algérie. En 1981, Vita Club tombait en finale de la C1 africaine face à l'ex-Jeunesse électronique de Tizi-Ouzou d'Algérie (actuelle Jeunesse sportive de Kabylie). Le dernier trophée remporté par les Dauphins noirs de Kinshasa remonte à 1973, c'était en C1 africaine, avec des joueurs comme Kibonge, Mayanga, Kembo, Ndaye, Lobilo Boba, Ricky Mavuba, etc. V.Club attend donc un deuxième trophée depuis quarante-cinq ans. De son côté, Raja de Casablanca a été vainqueur de la Ligue des champions en 1989, 1997 et 1999, avant d'ajouter cette année son premier titre en Coupe de la Confédération.

Martin Engimo



Florent Ibenge de V.Club et Juan Carlos Garrido de Raja de Casablanca

HISTORIQUE DE L'ÉPOQUE COLONIALE CONGOLAISE

Une conférence-débat programmée à l'Institut français du Congo

L'activité aura lieu le 7 décembre à Pointe-Noire en fin de matinée, dans la salle Tchicaya U Tam'Si, sur le thème « Face à l'histoire : quelle transmission ? », avec la participation de trois intervenants de taille, à savoir Catherine Coquery-Vidrovitch, Vincent Bailly et Tristan Thil.

Les échanges que suscitera la table ronde s'annoncent déjà passionnants et édifiants. Par des médias et approches différents, les trois intervenants tenteront de rendre compte d'un même fait historique de l'époque coloniale.

Cette conférence-débat sera également l'occasion d'exposer les événements qui furent portés à la connaissance publique en 2014, grâce à l'édition du « Rapport Brazza » (1), préfacé par Catherine Coquery-Vidrovitch.

En 2018, sort chez Futuropolis une bande dessinée, « Congo 1905 - Le Rapport Brazza », qui relate l'un des événements les plus tragiques de cette époque et en rend compte sous une forme plus artistique. Cette dernière met en scène l'un des faits relatés dans le rapport que Savorgnan de Brazza fit à la suite de sa dernière mission au Congo, peu de temps avant sa mort.

La confrontation de ces deux ouvrages, publiés à quatre années d'intervalle, l'un scientifique et historique, l'autre induit par le premier et privilégiant une approche artistique et fictionnalisée, permettra de poser la question du droit de savoir, du rapport à l'histoire et de ses modes de transmission.

« Rapport Brazza »

En effet, en mars 2014, les éditions Le passager clandestin publiaient, pour la première fois, le rapport établi entre 1905 et 1907 (1) par le minis-



tère des Colonies, à partir des informations rassemblées par la dernière mission de Pierre Savorgnan de Brazza au Congo. Ce document présenté par Catherine Coquery-Vidrovitch est accompagné de nombreuses autres archives inédites. Et par cette publication, un document fondamental pour appréhender l'histoire coloniale européenne au tournant du XX^e siècle est mis à la disposition du public.

Ensuite, en 1903, le journaliste britannique, Edmund Morel, entreprend de lancer une campagne européenne contre les abus du « caoutchouc rouge »

L'affiche de l'événement / crédit photo IFC (sanglant) de l'État indépendant du Congo, le futur Congo belge, alors soumis au pouvoir discrétionnaire de Léopold II, roi des Belges.

Côté Congo français, les abus sont réputés moins criants. Néanmoins, ils sont assez réels pour provoquer quelques remous dans la presse et au parlement au cours de l'année 1904-1905. En 1905, les autorités françaises se sentent obligées de dépêcher sur place une mission d'inspection. Telle est l'origine de la dernière mission en Afrique de Pierre Savorgnan de Brazza, partie le 5 avril 1905 de Marseille, qui entraîna la mort de l'explorateur, le

14 septembre 1905, à l'escale du retour à Dakar, au Sénégal.

Le rapport qui fut rédigé par le ministère à partir des archives de la mission, jugé explosif, ne fut jamais publié. Il fut oublié et donné pour perdu. Le « Rapport Brazza » met en lumière un système inefficace, coûteux pour l'État et surtout à l'origine d'abus massifs et intolérables. Il montre le poids exercé par les intérêts privés sur la politique coloniale et prouve que l'administration française ne pouvait ignorer ces dérives mais plutôt qu'elle les tolérait et que, dans une certaine mesure, elle les couvrait.

À travers cette histoire singulière, c'est la question même de la mémoire et de l'écriture de l'histoire coloniale française et européenne qui est posée à nouveaux frais, comme l'explique Catherine Coquery-Vidrovitch, seule historienne française à avoir eu connaissance du rapport, dès 1965. « Tout se passe comme si on avait affaire à un cas d'amnésie collective, ou plutôt à une volonté collective de ne pas savoir, de ne pas se souvenir. Ce manque de curiosité, ou plutôt ce désir, inconscient ou non, de ne pas inventorier le passé colonial, dure encore aujourd'hui. La raison d'être de la présente édition est, sur des faits précis, d'établir aussi fidèlement que possible le savoir tel que nous l'ont transmis des documents originaux, inédits, abondants et librement consultables, seule façon de prendre sereinement connaissance de la totalité de notre passé », dit-elle.

La bande dessinée

Dès les premières planches de la bande dessinée de Vincent Bailly

(pour les dessins) et Tristan Thil (pour le texte), on comprend que la mission civilisatrice de la France vantée par Jules Ferry (mais critiquée par Clémentine) a du plomb dans les valeurs. Sur le terrain, loin des discours de Paris, le territoire a été livré à des compagnies privées dont le but est financier. Et pour gagner de l'argent, tout est permis, y compris faire acte de « justice » à l'explosif.

On retrouve dans cet ouvrage les personnages clés des événements relatés, notamment l'administrateur colonial Emile Gentil, ou des hommes politiques qui apparaissent au fil des pages comme Jaurès. « En 2014, au hasard d'une discussion avec un ami éditeur, Dominique Bellec, je découvrais l'existence d'un rapport encore jamais publié sur la situation coloniale au Congo français, au début du vingtième siècle. Censuré, ce dossier réputé « disparu » dans les archives du ministère des Colonies allait être publié par la maison d'édition Le Passager clandestin », raconte Tristan Thil.

Et de poursuivre : « À la lecture du rapport et des archives de la mission, j'apprenais, dans le détail et par des faits précis, la situation abominable de la population du Congo de l'époque. Il y avait des faits, un contexte, un héros, je voulais en faire un récit ».

Notons que Catherine Coquery-Vidrovitch est une spécialiste des traites en Afrique et de la colonisation. Elle a publié de nombreux ouvrages de référence sur ces sujets. Quant à Vincent Bailly et Tristan Thil, ils sont respectivement dessinateur et scénariste.

Hugues Prosper Mabonzo

THÉÂTRE

« Scrooge, un chant de Noël » à l'affiche en décembre

Pour clôturer l'année en beauté, le Théâtre à la carte offre un spectacle aux fêres de l'art de Molière avec au programme trois représentations dans la ville océane.

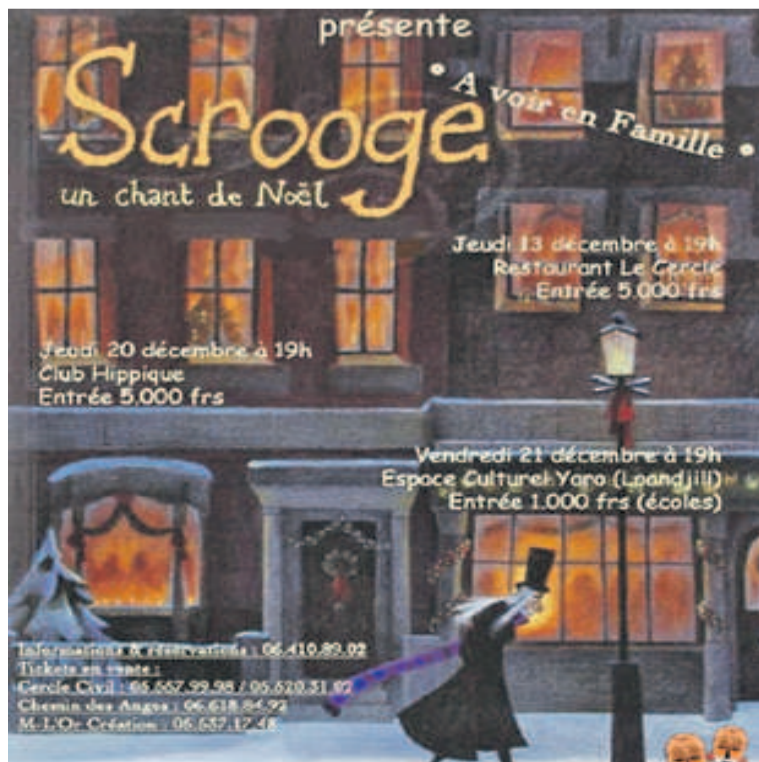
Le 13 décembre, au restaurant Le Cercle, le 20 au Club Hippique et le 21 à l'Espace culturel Yaro, le public va vibrer avec les acteurs Roger Tsiampassi, Mak de Ardie, Paoline de Oliveira, Hardy Mounondo, Darauil de Précieux.

Dans une adaptation d'Alex Guenin et une mise en scène de Je'hf Biyeri, le Théâtre à la carte va jouer pendant un mois « Scrooge, un chant de Noël », une fable morale de Charles Dickens et Rodolphe qui met au centre Scrooge, un vieillard acariâtre, un vau-

tour au cœur sec ignorant tout de l'humanité, qui reçoit le 24 décembre au soir la visite du fantôme de son défunt associé. Ce dernier lui fera vivre trois moments de sa vie, trois nuits de Noël, passée, présente et future, pour tenter de lui ouvrir les yeux et le cœur...

L'intrigue. Londres, un 24 décembre 18... Toute la ville s'apprête à fêter Noël... sauf Ebenezer Scrooge, un prêteur sur gages connu pour son avarice et son cœur de pierre. Le vieil homme tyrannise Bob, son employé, méprise son neveu et ignore la misère qui l'environne.

Mais pour Scrooge, cette nuit de Noël ne ressemblera à aucune autre. Le fantôme de Marley, son ancien associé



L'affiche du spectacle Scrooge/DR

mort sept ans plus tôt, vient le visiter. Condamné à errer jusqu'à la fin des temps pour expier son avarice et sa dureté de cœur, Marley le prévient :

– Si tu continues comme ça, Ebenezer, c'est aussi l'enfer qui t'attend !

Scrooge et le fantôme de Marley vont alors passer cette nuit de Noël à errer dans la ville, vont se replonger dans le passé d'Ebenezer et se projeter dans les années à venir. Effaré, Scrooge réalise que s'il n'aime personne, personne ne l'aime non plus et que nul ne le regrettera.

À son réveil, Scrooge ne sait plus s'il a ou non rêvé. Ce qu'il sait, en revanche, c'est qu'il doit changer de vie ! Et vite !

Hervé Brice Mampouya

23^E CAN SENIORS DAMES DE HANDBALL

Le Congo et le Sénégal enchaînent les succès

Les Diables rouges et les Lionnes de la Teranga ont déjà validé leur ticket pour les quarts de finale après avoir enregistré, le 3 décembre au gymnase Nicole-Oba, deux victoires en autant de matches.

Et de deux pour les Diables rouges dans la 23^e édition de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) seniors dames. Après le Maroc en ouverture de la deuxième édition du Challenge Edith-Lucie-Bongo-Ondimba, les Congolaises ont dominé les Guinéennes 37-20 en y ajoutant cette fois la manière. La victoire des filles de Thierry Vincent s'est dessinée vers les dernières minutes de la première partie car, pendant près d'une vingtaine de minutes, la Guinée a contesté la suprématie du Congo en faisant même jeu égal 11-11.

Mais quand les Congolaises ont pris l'avantage à 12-11, tout s'est enchaîné alors très vite. De 16-12 à la mi-temps, les Diables rouges l'emportent 37-20 grâce à une très grande Suzanne Mambou. C'est, d'ailleurs, elle qui a été dé-



Suzanne Mambou élue meilleure joueuse du match contre la Guinée/Adiac

signée meilleure joueuse du match, notamment avec son but exceptionnel qui a soulevé la foulée. La joueuse des Diables rouges, bien inspirée, a transformé presque tous les sept mètres sauf un seul. Pour leur deuxième sortie, les Congolaises n'ont pas gâché beaucoup de situations de but. La gardienne Hymelda

Obambo a beaucoup contribué à la belle prestation de l'équipe, en sortant des arrêts de grande classe. Son équipe a pris moins de buts que lors de sa première sortie. Satisfait, Thierry Vincent a tiré les enseignements du match tout en projetant le prochain.

« Même s'il y a des choses à revoir, ce match-là est passé, il faut déjà penser à ce-

lui contre la RDC. Je regarde toujours devant. On a deux matches, deux victoires. Le handball c'est comme tous les sports, on ne sait pas qui va gagner en avance. Il faut construire sa victoire sur soixante minutes. C'est ce qu'on a réussi à faire contre la Guinée. On tentera de le faire contre la RDC. Et si on y arrive tant mieux », a commenté Thierry Vincent,

le sélectionneur des Diables rouges après la rencontre contre la Guinée.

« Nous sommes tombés sur une équipe du Congo qui a bien préparé sa compétition. Nous sommes en difficulté car, l'effectif avec lequel on a préparé la compétition est décimé pour les raisons que vous connaissez. Un match dure soixante minutes. Face à une équipe préparée, on a essayé de bricoler du jour au lendemain, les dispositifs tactiques de défense-attaque mais nous sommes en difficulté physique. Mais quoi qu'il arrive, on ne lâchera rien jusqu'au bout », a déclaré Clément Petit, le sélectionneur de la Guinée.

Dans l'autre match du groupe, les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) qui faisaient leur première sortie se sont imposés devant les Lionnes de l'Atlas 35-23. Dans le groupe A, le Sénégal a enchaîné en battant la Tunisie 26-21. Il va jouer les autres matches qui lui restent pour améliorer son classement. C'est le même cas avec le Congo. Le Cameroun s'est relancé en battant l'Algérie 32-18.

James Golden Eloué

BALLON D'OR 2018

Luka Modric met fin au règne de Messi et Ronaldo

Le Croate a mis fin à une décennie de règne sans partage de Lionel Messi et Cristiano Ronaldo: finaliste du Mondial en Russie, il a remporté, le 3 décembre, le Ballon d'Or 2018, devançant les champions du monde français, notamment Antoine Griezmann sur le podium.

« La clé du succès ? Difficile à dire, le travail, la persévérance dans les moments difficiles. J'aime dire cette phrase: le meilleur n'est jamais facile », a savouré le lauréat, ému d'avoir été désigné par cent quatre-vingts journalistes du monde entier.

Une page se tourne dans le football mondial : ni Cristiano Ronaldo ni Lionel Messi, qui se partageaient le titre suprême de meilleur joueur de l'année depuis 2008, n'ont été sacrés. Le Portugais, meilleur buteur dans l'histoire de la Ligue des champions, est 2^e, tandis que l'Argentin se classe 5^e.

L'histoire retiendra que ce n'est pas un champion du monde français mais Modric, finaliste malheureux du Mondial-2018, qui a réussi cet exploit en recueillant la majorité des suffrages des cent quatre-vingts journalistes du monde entier ayant participé au scrutin organisé par l'hebdomadaire « France Football », créateur du prestigieux prix.

Après avoir été déjà sacré meilleur joueur du Mondial-2018,



Luka Modric, Ballon d'Or

meilleur joueur UEFA, meilleur joueur Fifa, ce meneur élégant de 33 ans aux faux-airs de Johan Cruyff réussit le grand chelem des titres individuels.

Point d'orgue d'une année exceptionnelle où il a raffé sa troisième Ligue des champions de suite avec le Real Madrid et mené la Croatie à la première finale de Coupe du monde de son histoire. Mbappé, sacré meilleur jeune, devance Neymar

Les prétendants français Antoine Griezmann, Raphaël Va-

rane ou Kylian Mbappé vivent de leur côté la mésaventure qu'avaient connue les Espagnols Xavi et Andrés Iniesta en 2010 ou l'Allemand Manuel Neuer en 2014 : remporter la Coupe du monde n'a pas suffi pour décrocher le Ballon d'Or.

Griezmann, qui avait clamé son souhait de s'inviter durablement à la table des quintuples lauréats Messi et Ronaldo, doit se contenter de la 3^e place, comme en 2016.

« J'ai gagné la Ligue Euro-

pa (avec un doublé en finale, ndr) et la Coupe du monde, donc c'est une grande année, mais c'est vrai que c'était une petite déception quand on m'a annoncé le podium », a reconnu Griezmann lundi, ajoutant que le Ballon d'Or pour Modric était « mérité ».

Varane, le seul joueur ayant remporté la Ligue des champions et la Coupe du monde en 2018, termine à la 7^e place.

Mbappé, qui avait confié à l'AFP avoir « mis tous les ingrédients de (son) côté » pour conquérir le Ballon d'Or avant même d'avoir 20 ans, échoue à la 4^e place. Mais contrairement à ses coéquipiers de l'équipe de France, il n'est pas reparti les mains vides de la cérémonie organisée au Grand-Palais à Paris.

Celui qui a été comparé au « Roi » Pelé pendant le Mondial-2018, en devenant notamment le deuxième plus jeune joueur de l'histoire à marquer en finale d'un Mondial, a remporté le premier Trophée Raymond-Kopa, qui récompense le meilleur joueur du monde âgé de moins de 21 ans. Hegerberg, première Ballon d'Or au féminin

« Je suis très content de ce prix, ça récompense une année avec un quadruplé avec le PSG au niveau national, plus ce qu'on a gagné avec mes coéquipiers en équipe nationale: c'est le bon moment pour les remercier car ils ont été d'une impor-

tance capitale pour remporter ce prix », s'est réjoui Mbappé.

Pense-t-il à gagner le vrai Ballon d'Or l'an prochain? « Mon prochain objectif, c'est de tout soulever, pas faire de choix, cela passera par le travail acharné et je ne gagnerai pas sans l'aide de mes coéquipiers », a-t-il répondu dans un sourire.

L'attaquant du PSG a été élu après vote des trente-trois lauréats du Ballon d'Or vivants, parmi lesquels Franz Beckenbauer, Michel Platini, Jean-Pierre Papin, Marco Van Basten, ou encore Zinédine Zidane.

Autre nouveau prix décerné cette année, le Ballon d'Or féminin même si un prix de la meilleure joueuse existait déjà quand les prix Fifa et Ballon d'Or étaient fusionnés, de 2010 à 2016.

C'est la Norvégienne Ada Hegerberg, attaquante-star de Lyon, qui l'emporte chez les filles, sur vote des seuls journalistes comme chez les garçons.

« Je voulais dire merci à mes co-équipières, à mon entraîneur et à notre président Jean-Michel Aulas (le nom du dirigeant a alors été sifflé dans la salle, ndr), qui fait beaucoup pour le football féminin. C'est une grande étape pour le football féminin, c'est très important pour nous les femmes », s'est-elle réjouie. « Jeunes filles, s'il vous plaît, croyez en vous », a-t-elle lancé aux footballeuses en herbe.

Camille Delourme avec AFP